



Réseau  
**Sortir du nucléaire**

Réseau "Sortir du nucléaire"  
9 rue Dumenge - 69317 Lyon  
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04  
[www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agréée pour la protection de l'environnement

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-folle-et-secrete-histoire-de-la-vente-d-Alstom>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **La folle et secrète histoire de la vente d'Alstom à General Electric**

**25 avril 2018**

# **La folle et secrète histoire de la vente d'Alstom à General Electric**

# La folle et secrète histoire de la vente d'Alstom à General Electric

Pour le président de la commission parlementaire, qui a enquêté pendant six mois, Macron était à la manœuvre depuis 2012.

**L**A VENTE, en 2014, de la branche énergie d'Alstom à General Electric (GE) a été organisée par Bouygues et la banque Rothschild à l'insu du pouvoir politique, mais pas d'Emmanuel Macron, alors secrétaire général adjoint de l'Élysée et... ancien de Rothschild. C'est, en substance, le résumé de l'avant-propos épiqué du rapport de la commission d'enquête parlementaire rédigé par son président, le député (LR) Olivier Marleix.

Ce groupe de 30 députés, dont le rapport vient d'être mis en ligne, a été constitué en octobre 2017 afin de tirer au clair les conditions de la cession du géant français de l'énergie à GE pour 12,7 milliards d'euros. « La préoccupation centrale a été de sauvegarder les intérêts des actionnaires (dont Bouygues, à hauteur de 28 %). L'intérêt industriel de l'opération a été examiné en vitesse. L'intérêt stratégique de la France, pas du tout », a expliqué Marleix au « Canard ».

Résultat : près de la moitié du produit de la vente a été reversé (tout de suite ou dans les mois suivants) aux actionnaires,

dont 1,6 milliard au seul Bouygues. Celui-ci a ainsi compensé – et plus encore – les pertes enregistrées depuis son entrée chez Alstom, en 2006. Les banquiers Rothschild et Bank of America, eux, ont empoché un quart de milliard de rémunération.

À l'arrivée, le paysage décrit par Marleix évoque un désastre industriel : la fabrication de chaudières nucléaires est aujourd'hui américaine. Quant à l'autre branche d'Alstom, le transport, censée devenir l'Airbus du rail par une fusion entre égaux avec Siemens, elle va purement et simplement être absorbée par le groupe allemand !

Les travaux de la commission, vus par Marleix, permettent de reconstituer la chronologie cachée de cette brillante opération.

● **Été 2012.** A peine arrivé à l'Élysée comme secrétaire général adjoint, Emmanuel Macron est averti du souhait de Bouygues de sortir aux meilleures conditions d'Alstom, où il a déjà perdu 1,4 milliard. Alors qu'il avait acheté ses actions



à 49 euros, elles n'en valent plus que la moitié. Martin Bouygues, « collé » chez Alstom, va-t-il être contraint de vendre Bouygues Télécom, son enfant chéri, mis à mal par Free ?

Macron est sensible à cette détresse et aux arguments développés par Rothschild, qui est non seulement son ancien employeur, mais aussi la banque de Bouygues (depuis vingt et un ans) et d'Alstom (depuis quatorze ans). Tout ce petit monde a déjà un plan : céder Alstom Énergie à GE. Bouygues vendra ainsi au mieux ses actions du groupe français lors de son passage sous pavillon US.

● **23 octobre 2012.** Prudent, Macron veut vérifier que la solution tient la route. Au cabinet (américain) AT Kearney, il demande un rapport. Explication de la lettre de commande passée par l'APE, l'Agence des participations de l'État : « Le groupe Bouygues pourrait vouloir céder

sa participation au capital d'Alstom. »

● **18 janvier 2013.** AT Kearney rend son rapport. Sans surprise, la vente à GE, préconisée par le clan Bouygues, est présentée comme la meilleure solution. La remise de l'audit s'est effectuée « sous le sceau du secret », en présence de quelques fonctionnaires de Bercy, a précisé le représentant d'AT Kearney auprès de la commission d'enquête. Tellement secret que ni Hollande ni Pierre-René Lemas, le secrétaire général de l'Élysée, ne sont au courant de la démarche de Macron (lire ci-contre) !

● **Été 2013.** Début, selon Olivier Marleix, « des contacts exploratoires entre Alstom et GE, via M. Poux-Guillaume, président d'Alstom Grid ».

● **Février 2014.** Au terme de plus de six mois de négociations, les patrons de GE

## Un rapport à double fond

**C'**EST DU LARD ou du cochon ? Olivier Marleix, président (LR) de la commission d'enquête parlementaire, estime, en préambule de son rapport, que « l'État, en autorisant la vente d'Alstom à General Electric, a failli à préserver les intérêts nationaux » et a sombré dans le « laisser-faire ». Que nenni ! gronde le macroniste Guillaume Kasbarian, rapporteur de la même commission, pour qui « l'offre de GE était la seule crédible (...) et l'action de l'État a permis d'obtenir certaines garanties de la part » du groupe américain. Et quelles garanties ! « Créer 1 000 emplois nets en France (...). Investir massivement dans la recherche (...). Développer le site de Belfort (...). Créer une filière de l'éolien », entre autres. Las ! « trois ans après, il ne reste rien du Meccano demandé et validé par l'État français », ricane Marleix. Et tout ça dans le même rapport, voté à l'unanimité – président et rapporteur compris... Le mot de la fin revient à Kasbarian, qui prédit : « Bien entendu, les débats perdureront après la publication de ce rapport. » Après des conclusions aussi définitives, on se demande bien pourquoi !

et d'Alstom concluent un « accord de principe pour la fusion » de la branche énergie d'Alstom avec GE.

● **24 avril 2014.** Une fuite de l'agence Bloomberg révèle l'opération. C'est la stupeur générale. « Kron (le patron d'Alstom) m'a fait un enfant dans le dos ! » lance le ministre chargé du dossier, Montebourg. Quant à Macron, le 11 mars 2015, il affirme benoîtement, devant la commission des Affaires économiques de l'Assemblée : « Le gouvernement a été mis devant le fait accompli. » L'enfant dans le dos », ce n'était pas Kron mais Ma-kron !

Hervé Martin

## Grand écart Macron

**C'**EST EN CATIMINI qu'Emmanuel Macron, alors secrétaire général adjoint de l'Élysée, a supervisé le processus qui devait aboutir, en avril 2014, à la vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric. Le rapport qu'il commande sur le sujet en octobre 2012 ? Son « supérieur », le secrétaire général de l'Élysée, Pierre-René Lemas, n'en a jamais entendu parler ! Qui plus est, Macron n'avait pas le droit de le commander, assure-t-il dans une lettre adressée le 5 avril à la commission d'enquête :

Mais je n'ai aucun souvenir d'une étude sur ce sujet qui aurait été « commandée par l'Élysée ». Au demeurant la règle était que les collaborateurs du Président ne pouvaient donner aucune instruction directe aux services de l'État qui relèvent de l'autorité du Premier Ministre ou de chacun des Ministres.

Le président de la République lui-même n'était pas au courant de l'opération que tramait son conseiller. Témoin l'indignation qu'il manifeste dans le livret de son quinquennat, « Les leçons du pouvoir » (p. 67), qui vient de paraître (éditions Stock) :

Chose extraordinaire, l'État n'en avait pas été informé : nous étions devant un intolérable fait accompli.

Richelieu disait que « savoir dissimuler est le savoir des rois ».

Et celui des futurs présidents de la République ?